«Un silence d'État», les derniers secrets de la Guerre d'Algérie

03/11/2011 à 19h42

Dans son livre choc, «Un silence d'État» (Soteca-Belin), l'historien Jean-Jacques Jordi, docteur en histoire, enseignant, notamment à l'École des hautes études en sciences sociales, dévoile des centaines d'archives interdites d'accès. Cinquante ans après, celles-ci remettent en question la vision à sens unique propagée jusque-là sur la guerre d'Algérie.

C'est un historien réputé, plutôt classé à gauche, qui a eu la lourde tâche de «fouiller» les archives inédites de la guerre d'Algérie. «*Mon travail est scientifique*, dit-il. *Je ne suis ni un juge qui décide «c'est juste ou injuste»* ni un religieux qui décrète «c'est bon ou mauvais». » Raison pour laquelle Renaud Bachy, président de la Mission interministérielle aux rapatriés, l'a exceptionnellement autorisé il y a quatre ans, au nom du gouvernement, à plonger dans ces archives, normalement interdites d'accès pour une période allant de soixante à cent ans. […]

Documents parfois terribles à l'appui, Jean-Jacques Jordi révèle une «autre» guerre d'Algérie, où les «héros de l'indépendance» – tout du moins une partie d'entre eux – livrent la face obscure de leurs méthodes : enlèvements, viols, tortures, actes de barbarie… Jusqu'à ces «*quarante Européens séquestrés*» jusqu'à ce que mort s'ensuive **pour servir de «donneurs de sang » aux combattants FLN** ! Ces faits, démontre l'ouvrage, étaient connus, et même soutenus, par les dirigeants algériens de l'époque. Aussi incroyable que cela puisse paraître, écrit-il, «*il n'y eut aucune poursuite judiciaire de la part de la justice algérienne contre ceux qui s'étaient rendus coupables d'exactions ou de meurtres*».

Mais les archives secrètes n’épargnent pas non plus les autorités françaises et le rôle des «barbouzes» envoyés sur place : oui, des Français ont torturé d’autres Français ; oui, des listes de militants supposés de l’OAS ont été transmises aux insurgés ; oui, des ordres ont été donnés afin de ne pas intervenir, condamnant à mort des centaines d’hommes, de femmes et d’enfants… Au-delà de la passivité, une véritable complicité. Comment qualifier autrement l’attitude – révélée par un rapport – de ces gendarmes mobiles rendant à ses bourreaux FLN un ressortissant français «*torturé à l’électricité et battu*» qui était parvenu à s’enfuir et à se réfugier dans leur cantonnement ? […]

Valeurs actuelles